

RENCONTRE ANNUELLE 12.11.2019 - RÉSULTATS DES ATELIERS LAB

Nom de l'Atelier	Le toit et ses ressources (énergie, eau, biodiversité...): vers une utilisation optimale ?
Animateurs/trices :	Patrice Prunier (HES) Olivier Andres (OCEN)
Participants (faire circuler une liste) :	Voir liste
Mots clés :	Toit, biodiversité, énergie, eau
Enjeux :	<p><u>Contexte - problématique</u></p> <p>Les crises climatique et biodiversitaire deviennent de plus en plus aigües. Elles appellent à des mutations de notre société, souvent (trop) longues à venir. La ville, où ces phénomènes sont exacerbés, doit relever ces défis. En ville, les toitures occupent près de 20 % de la surface construite. Elles figurent parmi les zones les plus « sous-exploitées » pour nos besoins futurs : production d'énergie, réseau biodiversitaire, stockage de l'eau, zone de détente et production potagère sont autant de défis à venir.</p> <p>Les questions qui se posent sont : Ces besoins sont-ils compatibles sur les toits ? Si oui, sous quelles conditions ? Comment les combiner ?</p> <p><u>Éléments d'introduction aux échanges</u></p> <p>Si la fonction primaire d'une toiture est d'assurer l'étanchéité faitière et de servir les usagers du bâtiment (par exemple installations techniques), les toitures, par l'espace qu'elles présentent en milieu urbain sont en phase de « réappropriation » par ces mêmes usagers. C'est le cas par exemple de la toiture multifonctionnelle du DIP d'Onex qui, (1) a bénéficié pour sa mise en place d'un financement « Nature en ville » pour sa végétalisation, (2) est utilisée pour de multiples activités pédagogiques, notamment sur la biodiversité et l'énergie, et (3.) fait l'objet d'un suivi scientifique par HEPIA – si intérêt pour visite contacter Claudine Dayer Fournet : claudine.dayer-fournet@etat.ge.ch</p>
Objectifs :	Développer une méthode pour analyser les potentiels, les compromis et les synergies possibles entre différentes utilisations des toits pour la biodiversité, l'énergie solaire ou la récupération de l'eau
Méthodologie :	Analyse de potentiels Analyse de compromis
Résultats attendus :	Carte du potentiel des toits pour différentes utilisations
Partenaires :	HES, OCEN, OCEau, OCAN, UNIGE
Financements effectif ou possible:	À définir
Phase du projet :	Avant-projet
Personne(s) de contact :	Pour en savoir plus : http://plante-et-cite.ch/wp-content/uploads/2018/06/R%C3%A9sum%C3%A9s_journ%C3%A9e_valorisation_8juin.pdf
Synthèse de l'atelier:	<i>Echanges - Questions/Réponses</i>

S'il semble établi que la végétalisation participe à l'amélioration de la qualité de l'air et à la réduction des îlots de chaleur, quels retours d'expériences sur l'amélioration de la qualité de l'air en lien avec la végétalisation possède-t-on ? Ce détail technique est important car il en va de la prise en considération des normes sanitaires et sécuritaires dans l'aménagement....

Aucune réponse n'est apportée dans l'assistance.

Y-a-t-il un recensement des toitures végétalisables à Genève ?

Sur le canton la cartographie a été mise à jour en 2018 avec une méthodologie semi-automatisée. Cette méthode ne permet néanmoins pas de définir le potentiel de végétalisation spécifique à une toiture, dont l'analyse est à effectuer au cas par cas selon la nature du bâtiment et les attentes des usagers. Il est précisé à cet égard que la statique est un élément important dans la végétalisation des toitures existantes.

La pose de panneaux solaires est-elle obligatoire pour la chaleur et l'électricité ?

Oui, les deux productions sont obligatoires.

La géothermie est-elle utilisable pour la végétalisation des toitures ?

Oui, dans le cadre des visées de production agricole en toiture, la géothermie peut jouer un rôle important.

L'Office de l'Urbanisme s'interroge sur la rentabilité de la végétalisation des toitures ?

Le surcoût d'une toiture végétalisée avec des matériaux classiques est estimé environ 60CHF/m². Il dépend logiquement des objectifs spécifiques au projet, notamment des matériaux utilisés. S'il est vrai que le coût lié à la statique du bâtiment grève le budget de construction, il est désormais possible d'utiliser des matériaux à faible coût tels que les rebus de construction ou d'excavation, voire du compost local (ce dernier matériau étant le plus léger des 3) dont les potentialités ont été démontrées lors de récentes expériences.

Le gain en terme de qualité de vie, d'air, etc. dépend quant à lui des attentes des habitants et des autorités. Les habitants aspirent à utiliser la toiture comme espace extérieur "privatif", ce qui engendre une plus-value sur les appartements. Pour les autorités la contribution des toitures apporte un retour sur la production locale et renouvelable d'énergie par exemple. Ainsi, la question des îlots de chaleur est au cœur de la réflexion de l'aménagement des toitures.

En terme d'isolation thermique, la toiture végétalisée n'a pas de plus-value notable sur les bâtiments neufs, dont les normes imposées à la construction sont exigeantes. En revanche, sur des bâtiments existants anciens la participation à l'isolation est démontrée, mais la question de la statique se pose souvent. Une étude pour déterminer précisément ce pouvoir isolant pourrait être lancée.

A Zurich, il existe de nombreux bâtiments avec des arbres qui contribuent à l'ombrage. Néanmoins, la présence d'arbres en toitures nécessite une résistance importante du toit et un suivi régulier. Un autre « retour sur investissement » d'une toiture végétalisée est la rétention de l'eau pour limiter les débits de restitution.

Ainsi, la « rentabilité » de la végétalisation (= services écosystémiques rendus) doit être identifiée globalement à l'échelle d'un territoire au regard de l'urgence climatique et de la préservation de la biodiversité, et être rétribuée par la société.

Dans une autre perspective, les potagers urbains ou les serres de culture (dans une moindre mesure) en toiture peuvent contribuer aux différents besoins et usages locaux, mais toujours avec des surcoûts pour la statique du bâtiment. La production en serre sur toiture à des fins commerciales permettrait de mutualiser les coûts de construction (à reporter dans le prix des légumes produits par exemple). La toiture pourrait devenir économiquement « intéressante » après avoir été délaissée par l'architecture.

Y-a-t'il des retours d'expériences sur les projets genevois ou plus généralement en Suisse ? Quels indicateurs sont à mettre en place et/ou à favoriser ? Le projet d'Onex fait-il partie du programme des visites durables ?

Les retours d'expériences sont pratiqués par HEPIA auprès des médias, des professionnels (colloques, expositions, etc.). GE-EN-VIE, qui commence à se faire connaître, sera un excellent vecteur de partage. La recherche de ressources pour intensifier la communication est un point urgent et important. La communication devrait cependant être élargie au monde de la construction. L'information aux organisations faitières est la bonne voie. Il existe déjà un site de démonstration mis en place par

HEPIA et le Centre de Formation Professionnel Nature Environnement de Lullier (CFPNE). Le démonstrateur qui pourrait être mis en place par HEPIA et SIG permettrait de tirer des solutions optimales pour satisfaire différents usages de la toiture.

Le Conseil d'Etat s'engage sur une multitude de plans directeurs qui ne semblent pas concertés. Le Département du Territoire réunit désormais l'ensemble des politiques concernées par la transition écologique et tous les plans sont soumis à concertation transversale. Ces dernières années cette concertation s'est accélérée et tend vers une véritable coordination des politiques pour ne pas privilégier l'une ou l'autre. A cet effet les indicateurs traités individuellement par le politique devront être croisés pour permettre les arbitrages les plus avantageux.

Il existe un outil nommé « COMPACT » qui permet d'agrèger l'ensemble des 169 points du développement durable. Le monde politique a besoin des éléments pour décider et GE-EN-VIE doit y contribuer.

Une boîte à outils pour la mise en œuvre de toutes les exigences des différentes politiques, comme par exemple des contrats d'utilisation de toiture, est à développer ? Un projet de GE-EN-VIE pourrait porter sur une convention standard qui puisse être utilisable simplement.

La dimension sociologique est également primordiale et à prendre en compte pour définir les réponses à donner aux nécessaires besoins d'évolutions sociétales, mais comment identifier et faire converger les attentes de la population ? Comment faciliter les procédures ?

La consultation de la population pourrait-être une piste, l'approche communautaire montre que les résultats dans les quartiers/les communes portent leurs fruits. Des enquêtes sont probablement à conduire...

Un guide des bonnes pratiques est une solution technique, et GE-EN-VIE pourrait éditer un guide sur la mutualisation des toitures pour leurs multi-usages, mais ce type de document n'est juridiquement pas reconnu, et ne constitue donc pas une solution pour la mise en œuvre systématique de certains usages/normes. Le partage d'expériences et la visibilité des projets est la clé. Sur ce point, la toiture d'Onex ne fait encore pas partie des visites durables, mais le DIP fera la démarche en ce sens.

Sur le plan juridique, l'utilisation d'une toiture permet une dérogation à la loi sur le gabarit maximum, mais il faut être attentif à ce que la dérogation ne devienne pas la norme. Il est en ce cas préférable de modifier la loi. La sur-hauteur pourrait-être perçue comme un surcoût inutile.

Comment la collectivité peut-elle rémunérer ces gestes d'intérêt général?

Un bonus à la construction en cas de végétalisation, témoignant d'un service rendu à la société, pourrait-être la bonne solution.

Une stratégie globale de valorisation des toitures pour répondre à l'ensemble des usages attendus est nécessaire. Les indicateurs spécifiques devront être mis en évidence pour cette mutualisation des usages.

L'expertise existe-t-elle sur le marché ?

Oui l'expertise existe, un partage de connaissance et d'expériences entre HEPIA, UNIGE et les services de l'Etat pourrait la renforcer.




Panneaux photovoltaïques sur la toiture du DIP à Onex

Nom de l'Atelier	Observatoire Léman
Animateurs/trices :	Géraldine Pflieger, Gilles Mulhauser
Participants:	Lucie Baillon SABRA, Etat Gilles Mulhauser, Oceau, Etat Hervé Fauvain, Etat et GG Audrey Klein, CIPEL Franck Cattaneo, Hepia Denis Lanzanova, GWH, CIPEL Pascal Oehrli, SITG, Etat Mathilde Guidini, Etudiante MUSE, UNIGE Géraldine Pflieger, ISE UNIGE
Mots clés :	Observatoire, hydrologie, physico-chimie, phytoplancton, monitoring, usages sociaux, gouvernance, déchets plastiques, quantités et masses d'eau
Enjeux :	<p>Au vu des enjeux majeurs que représentent les changements climatiques en termes environnemental, social et économique, il n'est pas utopique d'espérer qu'un tel Observatoire voie le jour. La CIPEL envisage de mettre ce projet dans son nouveau plan d'action 2021-2030.</p> <p>Mieux connaître la qualité face aux nouveaux enjeux, les quantités et diagramme de flux, les usages sociaux et les enjeux de gouvernance. Dans le cadre du Plan d'action 2030 de la CIPEL, avec la donnée à disposition mais en même temps le besoin d'approfondissement sur certains objets comme les plastiques.</p> <p>Les informations sont disponibles mais par forcément lisibles, compréhensibles, accessibles. Comment rendre lisible et communiquer nos données et la connaissance du Lac ?</p> <p>Il existe pourtant des systèmes de visualisation très poussés (eg fleuve jaune)</p> <p>Les données collectées sont des données de bilan, d'état, sans pour autant faire de scénarios et se projet vers le futur, vers des fictions (va-t-on manquer d'eau ? la qualité permettra-t-elle de garantir les usages actuels et futurs ? quel impact de la fonte des glaciers ?). Il faudrait donc prendre le risque de se projeter</p> <p>Se pose la question de l'envergure de l'observatoire : une organisation d'analyse et de traitement au-delà de la mise à disposition des données</p> <p>Pour l'observatoire du Léman, l'enjeu va autant être d'agrèger les données que de les rendre lisibles</p> <p>Avec des champs de données divers, dont certains sont plus ou moins dotés.</p> <p>Quels champs pour raconter une histoire ? quelle échelle ? quelle narration plus automatique, systématique ?</p>
Objectifs :	<p>Les technologies d'observation et d'information dont nous disposons actuellement devrait permettre de partager l'ensemble des données collectées sur le bassin lémanique pour participer à la construction d'un Observatoire du Léman permettant aux décideurs, aux gestionnaires, aux chercheurs et au grand public de suivre l'état du lac et de son bassin d'alimentation.</p> <p>Un observatoire pour quoi faire ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelle méthodologie pour les grands fleuves pour gérer les

	<p>données et raconter des histoires propres à infléchir l'action et inverser les tendances ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelle gouvernance de cette initiative de façon bienveillante, open minded ? • Parvenir à une intégration de divers niveaux et différentes échelles, différents acteurs et partenaires • Raconter l'état actuel et le futur projeté sur la base de données existante. <p>Un observatoire doit parler tout autant aux usagers finaux qu'aux autorités centrales en charge de la ressource</p>
Méthodologie :	<p>L'idée est de proposer une approche modulaire basée sur la mise à disposition de différentes sources de données (CIPEL, LÉXPLORE, Swiss Data Cube, SWATCH21,...) en utilisant des services de données partagées sur Internet selon les principes d'interopérabilité des infrastructures de données spatiales.</p> <p>Commencer sur la base existante à moderniser ce qui est l'observatoire de la CIPEL</p> <p>Bénéficiaire de l'observation scientifique par le comité scientifique de la CIPEL et plus largement par l'ensemble de la communauté scientifique qui travaille sur le Léman.</p> <p>Mais actuellement, la CIPEL s'appuie un tableau de bord de 4 indicateurs qui contrastent avec un rapport scientifique très riche et plus vaste. Quelle mise en œuvre ?</p> <p>Comment intéresser les partenaires à partager leurs données ?</p> <p>Comment atteindre un tel niveau de connaissance dans un système décentralisé, avec coordination, voire aller vers une centralisation ? dans tous les cas comment intégrer les usagers finaux de la ressource ?</p> <p>Sur la base des données qui raconte quoi ?</p> <p>Quelle implication des scientifiques et à quel moment ?</p> <p>Il y a des indicateurs dont la narration dépend étroitement de la science</p> <p>Qui a la capacité, l'autorité, la légitimité de raconter une histoire</p>
Résultats attendus :	<p>Les données partagées peuvent alors être visualisées sur des tableaux de bord (Dashboard) et raconter des histoires par l'intermédiaire de story maps.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Savoir non seulement publier les données mais aussi les interpréter, proposer des interprétations, raconter une histoire qui tient • Savoir croiser des informations et que les croisements fassent sens
Partenaires :	<p>Etat – UNIGE – CIPEL - HEPIA</p> <p>Il existe déjà une structure au sein de la CIPEL et de son observatoire qui pourrait servir de point d'appui</p> <p>Risque de vouloir trop vite quelque chose de trop ambitieux</p> <p>Travailler par étape, définition de propriétaires de données et s'engager à partager les données de référence, définition de responsabilités dans les mises à jour. Exemple de SITG avec au départ trois membres fondateurs, mise en commun de 6 couches, puis cela avance. Au SITG pas d'obligations, un partenariat ouvert et léger, gratuit et sans engagement. Recherche d'expériences partagées et d'échange entre pairs.</p> <p>Potentiellement un paradoxe à créer quelque chose en plus, peut être complexe car en réseau mais dont on doit montrer que cet instrument supplémentaire et complexe nous permettra de simplifier la</p>

	<p>compréhension au final, en passant par (1) l'appropriation, (2) la compréhension, facilitant le passage à l'action et (3) le changement de comportement.</p> <p>Certaines données sensibles peuvent poser ensuite des questions sur la gouvernance et le plan d'action</p> <p>Une communauté qui renseignerait un observatoire partagé serait peut-être plus souple et moins complexe</p>
Financements effectif ou possible:	<p>Doctorant UNIGE</p> <p>CIPEL</p> <p>Partenaires divers et volontaire de la plateforme qui seraient créés et qui apporteraient leurs connaissances</p>
Phase du projet :	Poursuite des études de faisabilité jusqu'au printemps 2020.
Personne(s) de contact :	<p>Géraldine.Pflieger@unige.ch</p> <p>Anthony.Lehmann@unige.ch</p>
Suites possibles :	-
<p>Synthèse de l'atelier:</p> <p>Tous les participants ont bien perçu l'intérêt d'une telle plateforme d'observation qui se voudrait ouverte, décentralisées ou en réseau. Cet observatoire devrait tout autant s'attacher à la collecte et au partage de données, qu'à leur compréhension et aux narrations qui en découlent.</p> <p>Il pourrait également s'agir d'associer le public, les usagers finaux pour collecter des données dans une perspective citoyenne et participative.</p> <p>La question de la gouvernance de l'observatoire peut être sensible mais ne doit pas bloquer son développement car celui-ci devient indispensable dans le contexte de changement environnemental.</p>	

Nom de l'Atelier	Nexus Geneva: Métabolisme du Canton
Animateurs/trices :	Anthony Lehmann (UNIGE) Christian Bréthaut (excusé) (UNIGE)
Participants (faire circuler une liste) :	<ul style="list-style-type: none"> - Olga Villarrubia (OCEV) - Nathalie Andematten (OCEV) - Alexia Dufour (OCEV) - Michel Meyer (SIG) - Pablo Timoner (UNIGE) - Alejandro Peña Bello (UNIGE) - Fleury di Oliveira Filho (UNIGE) - Marie-José Genolet (UNIGE) - Sébastien Blanc (OCSTAT) - Marceau Schroeter (DT) - Gisela Branco (OCEN) - Laurent Tippenhauer (OCEN) - Alberto Susini (OCEN) - Damien Chifelle (OCEN) - François Pasquini (OCEaux) + d'autres personnes dont nous n'avons pas retrouvé les noms
Mots clés :	Nexus, Agriculture, Eau, Energie, Ecosystèmes
Enjeux :	<p>L'enjeu de ce projet et de l'approche du Nexus est de fournir une vision holistique sur la gestion des ressources nécessaires au métabolisme du canton de Genève. Il s'agit dans un premier temps d'être capable d'évaluer la « viabilité » du Canton ou comment il utilise les flux d'Eau, d'Energie et de Nourriture dans tous les secteurs d'activités du primaire, secondaire, tertiaire et du domestique, tout en divisant ces flux par les fonds (m² d'utilisation du sol ou heures d'activités humaines consacrées à chaque secteur). Il s'agit ensuite d'évaluer la « faisabilité » du système en analysant ses relations avec l'environnement en termes de ressources (eau, sol, nutriments) et de rejets (pollution, bruit, émissions). Finalement, il s'agit d'évaluer le degré d'externalisation du système nécessaire au maintien de sa Viabilité.</p> <p>L'enjeu est donc de comprendre la complexité d'un système socio-écologique comme Genève et de fournir des outils de réflexions à la population et aux décideurs pour réfléchir aux enjeux environnementaux sur une base holistique et de manière trasversale.</p>
Objectifs :	<p>Cette étude devrait aider la prise de décision en confrontant le modèle métabolique actuel avec des modèles projetés dans différents avenir plausibles, ou dans d'autres villes. L'objectif est de construire une comptabilité environnementale des flux et des consommations d'énergie et d'eau selon une analyse multi-échelle des secteurs primaire, secondaire, tertiaire et privé, ainsi que des impacts de ces secteurs sur la technosphère et l'écosystème. Des scénarios issus de Genève 2050 peuvent être utilisés pour démontrer la pertinence de l'approche des enjeux sociétaux actuels. Il s'agit également d'analyser la gouvernance de l'environnement nécessaire à la mise en œuvre de l'approche transversale du Nexus Climat-Agriculture-Eau-Energie-Ecosystèmes.</p>
Méthodologie :	Ce travail exploite l'approche MuSIASEM (Multi-Scale Integrated Analysis

	of Societal and Ecosystem Metabolism) pour examiner la durabilité du système socio-écologique de Genève et du Grand-Genève. L'approche MuSIASEM prend en compte le métabolisme alimentaire, hydrique et énergétique dans l'espace et dans le temps de tout système choisi, en tenant compte de facteurs internes (dynamique des populations, changements dans l'utilisation du sol) et externes (changements climatiques). Il est conçu pour identifier et analyser les tendances dans l'utilisation sociétale des ressources et les impacts qu'elles créent sur l'environnement.
Résultats attendus :	Cette approche permet d'évaluer la durabilité de n'importe quel système socio-écologique en fonction de sa faisabilité, sa viabilité et de sa désirabilité
Partenaires :	Anthony Lehmann (UNIGE), Christian Bréthaut (UNIGE) Olga Villarrubia (ETAT - OCEV), Services de l'OCEV à définir
Financements effectif ou possible:	Doctorant UNIGE FNS, Autres ?
Phase du projet :	Mise en place
Personne(s) contact :	Anthony.Lehmann@unge.ch
Suites possibles du projet:	Travail de Master en cours par Fanny Gonzales Recherche de financements
<p>Synthèse de l'atelier:</p> <p><u>Résultats</u> : Le modèle ne prend pas (encore) en compte les externalités de la production à l'étranger, mais uniquement sur le territoire. Or ces externalités sont importantes dans le cas de Genève.</p> <p><u>Avantage du modèle</u> : pouvoir tester des scénarios, notamment en faisant bouger les valeurs métaboliques des activités économiques.</p> <p><u>Rôle de la société civile et du citoyen</u> : nécessité d'incorporer le citoyen dans le modèle à la fois pour l'orienter et pour l'intégrer dans l'élaboration et la démarche (partie prenante). Complément de la méthode à évaluer : la désirabilité. Dès lors il s'agit d'identifier les acteurs à intégrer dans le modèle.</p> <p><u>Indicateurs</u> : pléthore d'indicateurs élaborés en silo (encore du sectoriel). Rôle de l'office cantonal des statistiques (OCSTAT) pour la mise en place d'un système, robustesse, méthodologie et visibilité, la compétence métier restant dans les organisations ou services experts. Rôle de GE-EN-VIE : réunir les données/indicateurs et leur donner corps</p> <p><u>La suite</u> : demande au fonds national? Réduire le fossé entre science et prise de décision politique et en améliorer les interrelations.</p> <div style="text-align: center;">  <p style="margin-left: 40px;">Science</p> <p style="margin-left: 100px;">Décision</p> </div> <p>Challenge pour GE-EN-VIE : travailler sur des modèles systémiques, holistiques et pas sectoriels. Veiller à ne pas redécouper le modèle proposé. De même, important d'identifier et présenter l'élément fédérateur (climat ? développement durable? transition écologique?) qui permette d'analyser les besoins et les flux, mais également trouver les solutions cohérentes et inédites. "Nous ne sommes pas en manque d'outils, mais d'organisation de ces outils"</p>	

Nom de l'Atelier	Infrastructure écologique
Animateurs/trices :	Aline Blaser Nicolas Wyler
Participants (faire circuler une liste) :	cf. liste des participants
Mots clés :	Infrastructure écologique, biodiversité, réservoirs de biodiversité, aires de mise en réseau, services écosystémiques
Enjeux :	Porter à connaissance, intégration dans les outils d'aménagement du territoire
Objectifs :	L'infrastructure écologique est un réseau de vie qui comprend à minima 17% du territoire en réservoirs de biodiversité et 13% du territoire en aires de mise en réseau. Ces seuils sont la garantie d'une biodiversité préservée et fonctionnelle sur le territoire du canton de Genève.
Méthodologie :	L'infrastructure écologique cantonale a été définie et cartographiée sur la base des éléments suivants : la composition en espèces (faune et flore et en habitats naturels) la structure des milieux leurs fonctions (connectivité) et des services écosystémiques. Ces éléments ont été synthétisés puis pondérés pour disposer d'une mesure intégrée de la qualité biologique du territoire à une résolution spatiale de 25x25 mètres.
Résultats attendus :	Carte de l'infrastructure écologique
Partenaires :	GE-21-OCAN-OU
Financements effectif ou possible:	Financement effectif de la Confédération (RPT 2020-24) et du Canton de Genève
Phase du projet :	Cartographie réalisée Plan d'action pour implémentation en cours (Plan d'action biodiversité cantonal PB1)
Personne(s) de contact :	Aline Blaser (OCAN) aline.blaser@mail.com Nicolas Wyler (CJB-GE21) nicolas.wyler@ville-ge.ch
Suites possibles du projet:	Aboutissement de la cartographie finale de l'infrastructure écologique cantonale Mise à jour régulière et intégration de nouvelles données de base
<p>Synthèse de l'atelier: L'atelier a permis de porter à connaissance la méthodologie et l'état des travaux de cartographie de l'infrastructure écologique cantonale. Des questions ont été posées sur la prise en compte ou non de certaines données de base (vieux arbres, bruit, qualité de l'air en lien avec impact sur biodiversité). De même que sur les possibilités de mise à disposition et utilisation de la donnée.</p>	

Nom de l'Atelier	LaPAGE - Laboratoire et observatoire du paysage genevois
Animateurs/trices :	Natacha Guillaumont, Alain Dubois
Participants (faire circuler une liste) :	Charlotte Poussin, UNIGE Éric Zellweger, DT-OU- PDCR Charlotte Chowney, HEPIA
Mots clés :	Paysage, observatoire, territoire, qualitatif, Grand Genève http://ge200.ch/paysage
Enjeux :	<p>Enjeux de politique du paysage</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mieux prendre en compte le paysage dans l'aménagement du territoire - Appliquer les recommandations de la Convention européenne du paysage - Mettre en œuvre l'observatoire du paysage défini dans la fiche C04 du Plan directeur cantonal - Sensibiliser le public et les professionnels sur les politiques du paysage, notamment la conception cantonale genevoise. - Créer des liens entre les politiques publiques à fort impact territorial (nature et biodiversité, agriculture, environnement, forêts, espaces publics, transports, infrastructures, patrimoine et paysage,...) <p>Enjeux de l'observatoire et laboratoire du paysage à Genève</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser le public et acteurs aux dynamiques du paysage et la qualité spatiale des lieux en relation avec le vivant. - Témoigner et rendre compte des mutations territoriales dans la durée - Proposer des actions et partager des lectures sensibles du paysage - Soutenir une réflexion active sur le paysage du Grand Genève - Maintenir un lien entre les politiques publiques, les milieux professionnels et le public
Objectifs :	<ul style="list-style-type: none"> - Suite à la présentation du projet LaPAGE nous souhaitons recueillir vos remarques, vos attentes et les interactions souhaitées avec des exemples de la future plateforme (vidéos, storymap, ...) - Les éléments présentés aident-ils à mieux comprendre les différentes dimensions du paysage ? - Quels sont vos souhaits pour une meilleure prise en compte du paysage dans votre quotidien ? - Comment évaluez-vous les impacts de vos pratiques individuelles et/ou professionnelles sur le paysage ? - Quelles sont vos attentes et besoins sur des outils, des données concernant le paysage nécessaire à votre pratique professionnelle ?
Méthodologie :	<ul style="list-style-type: none"> - Tour de table de présentation - Présentation de 3 éléments créés dans un esprit didactique de description du paysage (site d'étude en 2019 : Praille-Acacias-Vernets): <ul style="list-style-type: none"> ○ Vidéo sur la géomorphologie du bassin genevois avec Alain Léveillée, ○ Dessins des usages et des qualités du paysage ordinaire,

	<ul style="list-style-type: none"> ○ « Dos au paysage » expérience d'immersion sensible, ... - Retours, discussions et évaluations sur les moyens présentés - Discussions informelles sur les pratiques et attentes - Tour de table conclusif et synthèse
Résultats attendus :	<ul style="list-style-type: none"> - Des éléments d'évaluation du dispositif de sensibilisation et de la plateforme observatoire et laboratoire du paysage, des pistes de développement non encore imaginées. - Des propositions afin de développer la mise en relation entre des données quantitatives et qualitatives - Identifier des personnes ressources pour tester la plateforme.
Partenaires :	HEPIA, OCAN, OU
Financements effectif ou possible:	Financement acquis (2018-2020) par la Plateforme du développement urbain HES-SO Genève
Phase du projet :	Développement d'un prototype 2019 sur le site Praille-Acacias-Vernets
Personne(s) contact :	Natacha Guillaumont, Alain Dubois, Charlotte Chowney
Suites possibles du projet:	Dépôt d'un projet dans le cadre de l'appel à projet OFEV « Projets-modèles pour un développement territorial durable 2020-2024 » pour l'axe « Le paysage, un atout ».
<p>Synthèse de l'atelier:</p> <p>Lors de l'atelier les contours du projet LaPAGE ont été présentés ainsi qu'un état du développement du prototype de site LaPAGE http://ge200.ch/paysage. Les différents outils tels les vidéos de sensibilisation à la formation du territoire, ou encore l'exercice expérimental du sensible « Dos au paysage » ont été accueillis avec intérêt par les participant-e-s. Les propositions sont jugées intéressantes pour sensibiliser et faire participer les différents groupes d'acteurs. Elles permettent également de récolter, interpréter et partager de l'information qualitative en un temps particulier.</p> <p>Remarques des participant-e-s :</p> <p>Vulgarisation : Le langage pourrait être adapté en fonction du public (jeunes enfants, universitaires, techniciens etc.)</p> <p>Aide à la décision : Il est difficile de regarder et la connaissance de l'expert en paysage ne peut pas être remplacé ou objectivé. Il y a une difficulté certaine de la vision/compréhension spatiale dans la prise de décisions lorsqu'on ne peut pas se baser sur des faits objectivables ou une base légale. La question de l'appréciation est très délicate.</p>	